



Bruxelles, le 31.10.2014
COM(2014) 687 final

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL,
AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES
RÉGIONS**

**concernant la mise en œuvre, les résultats et l'évaluation globale de l'Année européenne
des citoyens 2013**

1. INTRODUCTION

Conformément à la décision établissant l'Année européenne des citoyens 2013¹, le présent rapport donne un aperçu de sa mise en œuvre, de ses résultats et de ses réalisations globales. Il s'appuie également sur les enseignements tirés de l'évaluation *ex post* de l'Année européenne, réalisée au nom de la Commission par un contractant externe.²

1.1. Contexte

Le concept de «citoyenneté de l'Union» a été introduit, pour la première fois, en 1993 par le traité de Maastricht. Les traités subséquents d'Amsterdam (1999) et de Lisbonne (2009) ont encore renforcé les droits conférés par la citoyenneté de l'Union. Cependant, bien que les droits de libre circulation et de séjour soient bien établis, tant dans le droit primaire que dans le droit secondaire de l'Union, il subsiste toujours des divergences entre les règles légales applicables et la réalité à laquelle les citoyens sont confrontés lorsqu'ils tentent d'exercer ces droits au quotidien. Les citoyens de l'Union rencontrent, notamment, toujours un trop grand nombre d'obstacles pratiques lorsqu'ils décident de s'établir et de travailler dans un autre État membre.

Dans son *rapport 2010 sur la citoyenneté de l'Union*³, la Commission a abordé ces obstacles, en particulier en ce qui concerne les situations transfrontalières, et a défini 25 mesures concrètes pour les supprimer. Elle a entre autres conclu que des informations insuffisantes empêchaient les citoyens européens de jouir de leurs droits, en particulier du droit à la libre circulation.

Dans sa résolution du 15 décembre 2010⁴, le Parlement européen invite la Commission à faire de 2013 l'Année européenne des citoyens «*afin d'impulser le débat sur la citoyenneté européenne et d'informer les citoyens européens sur leurs droits, notamment les nouveaux droits découlant de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne*».

Vingt ans après la signature du traité de Maastricht, le moment était par conséquent bien choisi pour faire de 2013 l'Année européenne des citoyens dans le but «*de sensibiliser davantage les citoyens aux droits et responsabilités attachés à la citoyenneté de l'Union et d'améliorer leurs connaissances en la matière, afin de leur permettre d'exercer pleinement leur droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres*»⁵. Cet objectif était d'autant plus pertinent au regard des élections européennes à venir (2014) auxquelles tous les citoyens de l'Union jouissaient du droit de vote et d'éligibilité.

¹ Décision n° 1093/2012/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 relative à l'Année européenne des citoyens (2013), JO L 325 du 23.11.2012, p. 1.

² *Evaluation of the European Year of Citizens 2013*, PPMI, Euréval and Occurence, juin 2014.

³ *Lever les obstacles à l'exercice des droits des citoyens de l'Union*, Commission européenne, COM(2010) 603 final, 27 octobre 2010.

⁴ Résolution du Parlement européen du 15 décembre 2010 sur la situation des droits fondamentaux dans l'Union européenne (2009) – Mise en œuvre concrète après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne (2009/2161(INI)), JO C 169 E du 15.6.2012, p. 49

⁵ Article 2 – Objectifs de la décision susmentionnée.

Conformément à la déclaration «*Communiquer l'Europe en partenariat*»⁶, le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne ont considéré l'Année européenne des citoyens 2013 comme l'une de leurs priorités interinstitutionnelles en matière de communication pour 2013-2014.

1.2. Les objectifs de l'Année européenne

Les objectifs spécifiques suivants ont été arrêtés pour l'Année européenne des citoyens 2013 (ci-après: «*EYC2013*»):

- sensibiliser les citoyens de l'Union à leur droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire de l'Union européenne et, plus généralement, aux droits qui leur sont garantis dans un contexte transfrontalier, y compris celui de participer à la vie démocratique de l'Union;
- sensibiliser les citoyens de l'Union aux possibilités de bénéficier concrètement des droits et politiques de l'Union lorsqu'ils vivent dans un autre État membre, et les inciter à participer activement à des forums civiques sur les politiques et les enjeux de l'Union; et
- stimuler le débat sur les effets du droit de circuler librement et les possibilités qu'il offre, en tant qu'aspect inaliénable de la citoyenneté de l'Union, notamment pour le renforcement de la cohésion sociale, de la compréhension mutuelle entre les citoyens de l'Union et de l'attachement des citoyens à l'Union.

L'EYC2013 devait montrer que la citoyenneté de l'Union n'est pas un concept vide de sens, mais bien un statut fondamental pour les ressortissants des États membres, les investissant de droits tangibles et d'avantages (en tant que personnes individuelles, consommateurs, travailleurs, étudiants, volontaires, acteurs politiques, etc.).

Par extension, l'EYC2013 devait véhiculer le message que les citoyens de l'Union ont eux-mêmes un rôle primordial à jouer dans le renforcement de ces droits au moyen de leur participation à la société civile et à la vie démocratique.

1.3. Les ressources de l'EYC2013

La décision⁷ par laquelle la Commission a adopté le programme de travail annuel 2013 pour l'EYC2013 a alloué un budget d'un million d'euros pour financer les activités portant sur ses objectifs spécifiques.

Après l'adoption du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2013, une modification du programme de travail⁸ a prévu un million d'euros supplémentaires afin de pouvoir élargir l'étendue des activités.

Anticipant l'EYC2013, un budget de 750 000 euros avait été mis à disposition en 2012 en tant qu'action préparatoire de l'Année européenne des citoyens. La DG COMM est parvenue à mobiliser 1,2 million d'euros supplémentaires à partir du budget du programme «L'Europe pour les citoyens».

⁶ Déclaration politique signée par les trois institutions le 22 octobre 2008 – JO C 13 du 20.1.2009.

⁷ COM(2012) 8607 du 29 novembre 2012.

⁸ Décision C(2013) 1409 final de la Commission du 5 mars 2013.

Sur un total de 3 842 849,92 euros engagés, 79 % ont été utilisés pour des activités liées à la campagne d'information et de communication à l'échelle de l'UE, les 21 % restants étant répartis entre les subventions en faveur de l'Alliance des organisations de la société civile pour l'Année européenne des citoyens (EYCA), des conférences de lancement et de clôture de l'EYC2013 sous les présidences irlandaise et lituanienne de l'UE respectivement, et un marché pour l'évaluation externe des activités de l'EYC2013.

1.4. Les principaux acteurs et partenaires de la campagne EYC2013

1.4.1. Points de contact nationaux

Comme lors des précédentes Années européennes, les États membres ont été invités à désigner des points de contact nationaux chargés de les aider à coordonner les activités entreprises au titre de l'EYC2013 avec les parties intéressées aux niveaux national, régional et local. Les ressources budgétaires limitées n'ont toutefois pas permis d'accorder aux autorités nationales un soutien financier pour les aider à conduire la campagne au niveau national.

Tous les États membres à l'exception de deux⁹ ont nommé un point de contact national. Dans de nombreux pays, les points de contact sont devenus des participants actifs et dans la plupart des cas, ils ont travaillé en étroite coopération avec les Représentations de la Commission et les Bureaux d'information du Parlement européen, ainsi qu'avec les agences nationales partenaires du principal fournisseur de services en communication de la Commission.¹⁰

Dans certains cas (par exemple, en Autriche et en Italie), les points de contact nationaux ont publié des brochures et des dépliants d'information spéciaux visant à informer les citoyens de leurs droits à l'échelle de l'UE. Dans d'autres États membres (par exemple, en Irlande et au Portugal), ils ont organisé une série de dialogues citoyens sur le plan national, inspirés des dialogues citoyens organisés à l'échelle de l'Union par la Commission.

1.4.2. Organisations de la société civile

De nombreuses organisations de la société civile sont actives dans les domaines de l'engagement civique et de l'intégration européenne, tant à l'échelle de l'UE qu'au niveau national. La création d'EYCA, le plus grand regroupement de telles organisations, a été un élément clé de l'EYC2013. EYCA a rassemblé 62 organisations et réseaux de la société civile au niveau national et au niveau de l'UE¹¹, représentant eux-mêmes plus de 4500 organisations réparties dans 50 pays de l'Europe.

En agissant sur les deux axes de son propre programme de travail («promouvoir la

⁹ La Slovaquie et le Royaume-Uni.

¹⁰ Un contractant externe, la société Media Consulta, sise à Berlin, a aidé la Commission dans la stratégie globale de communication pour l'Année et dans la coordination et le suivi de quelques campagnes nationales de communication, activités de la société civile et événements à haute visibilité.

¹¹ Une liste complète des membres européens et nationaux d'EYCA est disponible à l'adresse <http://ey2013-alliance.eu/>.

participation en informant les citoyens à travers la société civile» et «développer un agenda politique pour les citoyens en Europe par les citoyens et faire entendre leur voix») avec tous ses membres aux niveaux national et de l'UE, EYCA s'est positionnée en tant que partenaire stratégique précieux pour la Commission dans la mise en œuvre de l'EYC2013, fournissant des perspectives essentielles sur les points de vue émanant de la société civile.

1.4.3. Services de la Commission et Représentations

La Commission a réuni plusieurs de ses départements internes au cours d'une série de réunions visant à préparer et faciliter le bon déroulement des activités de l'EYC2013 et à définir les possibilités de coopération sur les thèmes associés à l'EYC2013.

Les Représentations de la Commission ont joué un rôle clé stratégique pour garantir le travail de proximité associé à l'EYC2013 aux niveaux national, régional et local et une coordination harmonieuse avec les acteurs nationaux sur le plan du contenu, de la logistique, de la couverture par les médias (y compris les médias sociaux), du contrôle et du rapport.

Elles ont également joué un rôle pivot dans l'organisation des dialogues citoyens, un nouvel outil de communication qu'elles ont promu dans le cadre d'«événements d'accompagnement» dans le but de préparer les citoyens intéressés à jouer un rôle actif dans les débats.

Dans plusieurs États membres, elles ont bénéficié du soutien actif de leur réseau national des centres d'information Europe Direct (EDIC).

1.4.4. Autres institutions de l'UE

Pendant toute l'année, des membres du Parlement européen ont participé aux événements liés à l'EYC2013, tant au niveau de l'UE qu'au niveau national, en particulier à la série de dialogues citoyens. Les Bureaux d'information du Parlement européen (BIPE) ont joué leur rôle dans la mise en œuvre de la campagne EYC2013.

Le Comité des régions fut le premier à donner le coup d'envoi des activités officielles de l'EYC2013, tenant un forum sur le thème «*Les régions et les villes prêtes pour l'Année européenne 2013: le projet pour les citoyens sur le terrain*», le 28 novembre 2012.¹²

Le Comité économique et social européen (CESE) a soutenu activement la campagne pendant toute l'année en commençant par sa manifestation «*Votre Europe 2013*», organisée selon la méthode de l'espace ouvert, les 23 et 24 janvier 2013¹³. Il a organisé un autre événement de haut niveau autour de sa journée de la société civile 2013 (*Aussi Européens que possible! Réconcilier l'économie, la solidarité et la démocratie*).¹⁴

¹² <http://cor.europa.eu/en/events/forums/Pages/citizens-agenda-local.aspx>.

¹³ <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.events-and-activities-eci-day-2013>.

¹⁴ <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.events-and-activities-eci-day-2013>.

1.5. L'importance des partenariats, des activités *pro bono* et du volontariat pour la réussite de l'EYC2013

L'évaluateur externe a conclu que de nombreux acteurs de tous horizons avaient été associés de manières très diverses à l'EYC2013, ce qui a aidé à atténuer les contraintes imposées par un budget qui peut être qualifié de modeste pour une campagne visant à sensibiliser plus de 507 millions de personnes dans 28 États membres (à la suite de l'adhésion de la Croatie le 1^{er} juillet 2013).

Une stratégie d'alliances, basée sur l'engagement à coopérer et à contribuer pris par de multiples acteurs au niveau européen et du niveau national au niveau local, a fourni le levier clé qui a permis de mener la campagne avec des ressources limitées. Sans ces partenariats, un tel succès n'aurait pu être enregistré, selon l'évaluateur externe.

Action locale: l'importance des partenariats

Le projet «19 visages pour l'Europe», organisé par l'Espagne, fut l'une des activités de partenariat la plus large de l'Année européenne. Lancé par la Représentation de la Commission à Madrid et le point de contact national espagnol en étroite coopération avec les centres d'information «Europe Direct» (EDIC) espagnols, le projet a bénéficié du soutien du principal fournisseur de services de communication de la Commission (par l'intermédiaire de son agence partenaire espagnole).

Le projet a sélectionné dans chaque région espagnole (19 au total) une personne dont l'histoire personnelle permet de comprendre comment être citoyen/ne de l'Europe. Les récits de ces «19 visages» ont été publiés dans une brochure qui a été distribuée à tous les EDIC espagnols.

Des photographies des 19 visages ont été dévoilées, le 26 novembre 2013, sur la façade du bâtiment commun des institutions de l'UE, situé sur une grande artère de la ville de Madrid, en présence des médias, des responsables de la ville, de passants et d'importants représentants de la Commission, du Parlement européen et des ambassadeurs, visages de l'Année européenne et porte-parole espagnols de l'EYC2013. Parallèlement, 19 communiqués de presse (un par région) ont été distribués aux médias locaux et régionaux et un communiqué principal a été diffusé aux médias nationaux.

L'activité a produit plus de 40 communiqués diffusés à la télévision, à la radio et dans la presse en ligne. Une vidéo montrant l'installation et reprenant des interviews de quelques-unes des personnalités présentes a été enregistrée et diffusée lors d'événements officiels.

L'évaluateur a souligné les contributions importantes apportées par les parties prenantes, notamment par leurs activités bénévoles ou grâce à leurs ressources financières propres. Cela a été particulièrement vrai pour les membres nationaux d'EYCA qui ont adapté leurs activités (événements, séminaires, ateliers) aux priorités de l'EYC2013.

Le principal fournisseur de services de communication de la Commission a également profité des nombreuses possibilités d'organiser des activités de sensibilisation *pro bono* avec le concours de son réseau d'agences partenaires nationales. Diverses entreprises disséminées dans l'Union ont offert gratuitement du temps d'antenne à la radio, mis des espaces publicitaires à disposition sur les

grandes artères publiques, gracieusement ou moyennant une forte ristourne, ou fait d'autres gestes de soutien similaires.

1.6. Complémentarités entre l'EYC2013 et d'autres programmes et initiatives de l'UE

Selon l'évaluation externe, le niveau d'ambition, combiné à un budget très limité¹⁵, a requis la créativité de tous les intéressés qui ont systématiquement recherché des complémentarités entre les programmes/initiatives de l'UE et les équipes associées. L'une des spécificités de l'EYC2013 réside dans le nombre et l'intensité des synergies atteintes.

Tel fut en particulier le cas pour la campagne «Jeunesse en mouvement». Une identité visuelle commune a été développée et des animations EYC2013 spéciales ont été créées et financées par le budget EYC2013 afin de soutenir seize événements dans différents États membres¹⁶, les ambassadeurs et visages de l'EYC2013 contribuant activement aux débats publics organisés sur les thèmes de l'Année européenne. Ces événements ont également été l'occasion de diffuser des publications sur les questions liées à la citoyenneté de l'UE.

La Semaine européenne de la jeunesse 2013 a été consacrée à la citoyenneté active et à la participation des jeunes à la société. Des prix ont été attribués à des projets «Jeunesse en action» mettant en lumière des réalisations exemplaires illustrant la citoyenneté parmi les jeunes. Les agences nationales du programme «Jeunesse en action» ont organisé des centaines d'activités nationales et régionales dans toute l'UE en coopération avec les points de contact EYC2013, les Représentations de la Commission et le réseau Eurodesk.¹⁷

En 2013-2014, la Commission a lancé plusieurs exercices d'engagement citoyen à l'appui de l'initiative «*Recherche responsable et innovation*»¹⁸ dans le but de promouvoir un dialogue avec les citoyens de l'Europe et d'aider l'UE à arrêter son programme politique «Horizon 2020» dans le domaine de la recherche et de l'innovation. L'initiative VOICES¹⁹, financée par le programme «Science dans la société» de l'UE et lancée sous la bannière de l'EYC2013, a été soutenue par

¹⁵ Par comparaison avec le budget des précédentes Années européennes: 2007 — AE de l'égalité des chances pour tous: 22,5 millions EUR; 2008 — AE du dialogue interculturel: 10 millions EUR; 2010 — AE de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale: 17,25 millions EUR; 2011 — AE du bénévolat: 10,75 millions EUR ou 2012 — AE du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle: 5 millions EUR.

¹⁶ Palma de Majorque (ES), 26-28 mars; Volos (EL), 18-20 avril; Paris (FR), 9-10 mai; Bruxelles (BE), 28-30 juin; Spa (BE), 17-21 juillet; Burgas (BG), 25-28 juillet; Sventoji (LT), 8-11 août; Marseille (FR), 27-29 septembre; Košice (SK), 3-5 octobre; Liège (BE), 17-19 octobre; Burgos (ES), 20-21 novembre; Nicosie (CY), 22-23 novembre; La Valette (MT), 6-7 décembre et en 2014: Riga (LV), 28 février-2 mars; Prague (CZ), 29-30 avril et Lisbonne (PT): 9-11 mai.

¹⁷ Principal fournisseur d'informations sur les politiques européennes et les opportunités s'offrant aux jeunes et aux personnes qui travaillent avec eux: <http://www.eurodesk.org>.

¹⁸ <http://ec.europa.eu/programmes/horizon2020/en/h2020-section/public-engagement-responsible-research-and-innovation>.

¹⁹ «*Views, Opinions and Ideas of Citizens in Europe on Science*», <http://www.voicesforinnovation.eu>.

l'engagement pris en amont par la Commission de tenir compte des désirs des citoyens²⁰, en établissant un processus opportun, participatif, transparent et traçable.

Generations@school

Lancée en 2012 dans le cadre de l'Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle, Generations@school invitait les enseignants à organiser un projet associant des élèves et des séniors de leur communauté, puis à participer à un concours avec d'autres écoles de l'UE.

Le projet a été reconduit pour l'EYC2013 et s'est concentré sur des discussions concernant l'Europe, sa situation actuelle et sur la façon dont jeunes et moins jeunes peuvent travailler ensemble pour construire l'Europe de demain (Que signifie être un citoyen européen? Quels droits européens sont garantis en vertu de l'intégration européenne? Comment les citoyens de l'UE de demain perçoivent-ils ces droits et comment ont-ils l'intention d'en faire usage? Quel type d'Europe faut-il laisser en héritage à la génération suivante?).

Certains coûts afférents au concours (traductions, organisation du jury) ont été couverts par le budget l'EYC2013 et les membres de l'équipe EYC2013 ont aidé à sélectionner les écoles lauréates.

2. LES DEUX COTES DE L'ANNEE

Dans son discours sur l'état de l'Union 2012, le Président de la Commission José Manuel Barroso soulignait que *«l'époque d'une construction européenne qui se faisait avec l'accord tacite des citoyens est révolue»*. L'EYC2013 a été une excellente opportunité pour répondre à l'impératif politique consistant à garantir la participation du grand public à l'intégration de l'UE tout en le sensibilisant aux droits des citoyens de l'Union.

Les activités de l'EYC2013 avaient dès lors un double caractère, résidant, d'une part, dans la sensibilisation et le dialogue et fournissant, d'autre part, à un large éventail d'acteurs diverses possibilités de participer.

2.1. Sensibilisation: la campagne d'information et de communication à l'échelle de l'UE

Un slogan résumant ces deux caractéristiques de la campagne a été créé: *«L'enjeu, c'est l'Europe. L'enjeu, c'est vous. Participez au débat»*. Il a été traduit dans les 24 langues de l'UE et considéré comme un élément clé de l'identité visuelle de l'EYC2013.

Depuis le début, l'identité visuelle de l'EYC2013 a été conçue comme interinstitutionnelle et les institutions de l'Union ont été encouragées à l'utiliser dans leurs activités de communication liées à l'EYC2013. Le Parlement européen l'a ajouté (par une étiquette intégrée) à son propre concept et ses propres couleurs, tandis que le CESE et le Comité des régions se le sont approprié et l'ont utilisé de façon cohérente.

²⁰ Ce qui a donné lieu au lancement d'appels à projets pour le domaine prioritaire Horizon 2020 *«Déchets: une ressource pour recycler, réutiliser et récupérer les matières premières»*, qui devrait bénéficier de 116 millions d'euros de financement par l'UE au cours de la période 2014-2015.



La campagne de communication centrale EYC2013, menée par le principal contractant de la Commission, visait à fournir au grand public des informations sur les droits et les possibilités de l'UE. Elle a encouragé et promu l'utilisation des informations et outils participatifs multilingues qui sont à la disposition des citoyens pour les aider à tirer le maximum des droits et possibilités que leur offre l'UE pour participer à l'élaboration de politiques à l'échelle de l'Union (ce qui inclut le réseau Europe Direct, YourEurope, SOLVIT, le concept en ligne d'élaboration interactive des politiques (IPM), les initiatives des citoyens européens (ECI), les pétitions adressées au Parlement européen et les plaintes déposées auprès du Médiateur européen).

La campagne a cherché à exploiter tout le potentiel des outils et matériels existants au sein des institutions de l'Union (sites web, portails, vidéos, brochures, événements, etc.) pour informer les citoyens et permettre leur participation à l'UE. Ceci a nécessité une coopération étroite avec tous les acteurs de l'EYC2013, et notamment avec les nombreux services de la Commission (en particulier les Représentations), les centres d'information Europe Direct (EDIC), les Bureaux d'information du Parlement européen (BIPE) et d'autres organisations des institutions de l'UE, des États membres (aux niveaux national, régional et local) et de la société civile (niveaux national et européen). La Commission a également utilisé son matériel audiovisuel et imprimé existant sur les droits et activités transfrontalières des citoyens, ainsi que sur le marché unique.

Les Représentations de la Commission et leurs réseaux EDIC respectifs ont été les principaux acteurs et moteurs de l'action aux niveaux national, régional et local, organisant des centaines de séminaires, débats et conférences pendant toute l'Année européenne. 50 % des «événements d'accompagnement», qui ont été organisés spécifiquement pour préparer, accompagner et assurer le suivi de l'initiative des dialogues citoyens (voir ci-dessous), étaient axés sur des thèmes liés à l'Année européenne et ont pu de ce fait être considérés comme une partie intégrante de la campagne de l'EYC2013.

Les principaux éléments²¹ de la campagne centrale de communication ont été les suivants:

- un site web interinstitutionnel central créé pour l'EYC2013 (<http://europa.eu/citizens-2013>, puis <http://europa.eu/citizens-2014>), dont les pages de niveau supérieur étaient disponibles dans les 24 langues officielles de

²¹ Des informations chiffrées concernant la campagne et les activités sont disponibles dans l'annexe (L'Année européenne des citoyens 2013 en un coup d'œil).

l'UE, y compris en croate et en irlandais. Le site a été conçu dans le but de traiter les besoins des différents profils de lecteurs-cibles tels que les universitaires, les jeunes, les demandeurs d'emploi et les électeurs. Des contributions ont été activement demandées auprès de tous les acteurs qui ont été encouragés à faire part d'actualités à mettre en ligne dans le calendrier central des événements organisés dans l'UE. Le site présentait également les profils des ambassadeurs, des visages de l'Année européenne et des porte-parole de l'EYC2013 (voir ci-dessous), lesquels ont également été encouragés à faire rapport de leurs activités en vue de leur publication en ligne. Des informations génériques sur les droits de l'UE, des extraits d'articles parus dans les médias, des rapports et des photographies d'événements organisés dans le cadre de l'EYC2013 ont également été publiés sur le site;

- du matériel audiovisuel et radiophonique: distribution à l'échelle de l'UE d'un VNR EYC2013 (communiqué de presse vidéo), banque d'images (vidéo), d'une vidéo virale sur l'EYC2013 et production et placement à l'échelle européenne, en grande partie *pro bono*, d'un spot radio de 30 secondes consacré aux droits de l'UE et à l'Année européenne;
- des activités médias incluant des conférences de presse européennes et nationales, des campagnes de publipostage à l'adresse de la presse et des relations médias proactives;
- des actions publicitaires: la mise en place de partenariats avec des organisations traitant avec le public, telles que des sociétés de transport public, des centres communautaires ou des bibliothèques, dans le but de pouvoir placer *pro bono* du matériel promotionnel consacré à l'EYC2013;

**Placement *pro bono* de matériels de campagne EYC2013:
exemple en provenance de Slovaquie**

Dans le cadre d'une approche s'adressant directement aux citoyens, utilisant les transports en commun pour atteindre le public le plus large possible avec les messages de campagne, des réductions jusqu'à 90 % ont été négociées avec *Dopravný podnik*, principal fournisseur de transport public de la capitale slovaque, pour la publication et la diffusion des supports visuels et du spot viral EYC2013 dans les bus traversant la ville de Bratislava. C'est ainsi qu'en décembre 2013, des affiches EYC2013 ont été placées dans les 500 bus de la flotte, touchant quotidiennement 650 000 passagers pendant deux semaines. Au cours de l'une de ces semaines, le spot viral EYC2013 de 30 secondes a été également diffusé sur des écrans des bus, garantissant un impact maximal au slogan et aux visuels EYC2013.

- des ambassadeurs, visages et porte-parole de l'EYC2013: des personnalités bien connues dans les États membres ont été invitées à consacrer de leur temps et de leur énergie pour se faire les «ambassadeurs» de l'Année européenne. De même, des citoyens ayant fait un usage positif des droits que leur confère l'UE ont été recherchés afin de personnaliser la campagne avec leurs expériences concrètes et d'agir en tant que «visages de l'Année européenne». Ces personnes ont été rejointes par des experts dans des domaines liés à l'EYC2013 (en particulier la citoyenneté, les affaires européennes et la politique de l'UE), agissant en tant que «porte-parole» de la campagne attractifs pour les médias. Dans certains cas, l'un ou l'autre de ces rôles ont été assumés par le point de contact national ou par la Représentation de la CE. En raison de spécificités nationales, certains

pays ont décidé de ne pas désigner d'ambassadeur, de visage de l'Année européenne ou de porte-parole, mais ont alors reçu d'autres services de la campagne (par exemple, soutien pour des événements, matériel promotionnel, etc.);

- le support des médias sociaux, en particulier via les comptes de médias sociaux centraux de la Commission: une série d'enquêtes Facebook avec leur application Facebook connexe, une analyse en ligne, un concours photo Facebook consacré à l'EYC2013, qui a alimenté la production d'un calendrier de 12 mois pour 2014, et d'autres contenus taillés sur mesure pour la toile. Certaines publicités ont également été diffusées sur Facebook. Les comptes de la Commission sur les médias sociaux ont été utilisés pour véhiculer les «semaines thématiques», une nouvelle pratique consistant à se concentrer sur un thème présentant de l'intérêt pour le grand public pendant une période déterminée, généralement une semaine. Ces semaines thématiques ont encouragé les services de la Commission concernés à coopérer, au-delà de leur travail habituel, et à promouvoir une approche centrée sur le citoyen. Les évaluateurs externes ont conclu que ces exercices novateurs de collaboration trans-départements et axée sur le client, ont été l'un des résultats positifs durables de l'EYC2013;
- du matériel de communication imprimé et des articles promotionnels consacrés à l'EYC2013, notamment des «boîtes à outils» de campagne destinées à divers lectorats-cibles (dans 23 langues officielles), des cartes postales, des affiches, des banderoles, des bannières et divers gadgets. La Commission a mis les fichiers numériques de l'identité visuelle de la campagne à disposition en vue de leur téléchargement en même temps qu'un guide rédactionnel afin de permettre aux parties intéressées de produire facilement (à leurs frais) leurs propres articles promotionnels sans devoir concevoir eux-mêmes les supports visuels;
- mobilisation des propres services et outils de communication de la Commission pour contribuer à l'EYC2013, incluant des clips vidéo sur les dialogues citoyens, des informations via le web sur les politiques de l'UE, le financement de projets de la société civile par le programme «L'Europe pour les citoyens», l'organisation d'événements par les EDIC et Team Europe²², la promotion du «guichet unique» pour les citoyens avec «L'Europe est à vous» et des groupes spécialement invités par la Commission pour préparer et assurer le suivi des dialogues citoyens organisés pendant l'Année européenne; ainsi que
- l'initiative «Retour à l'école»²³ à laquelle les fonctionnaires ont été encouragés à participer pleinement, leur apportant formation et matériel de base EYC2013 adéquat.

²² Orateurs experts de l'UE capables de faire une présentation, d'organiser un atelier ou de mener un débat sur invitation (écoles, ONG, entreprises, etc.).

²³ http://ec.europa.eu/news/eu_explained/110117_fr.htm.

Faire connaître les droits accordés par l'UE: les Ambassadeurs de l'EYC2013

La Hongroise Judit Polgár, lauréate des olympiades d'échecs, est probablement la meilleure joueuse d'échecs de l'histoire. Elle a également été l'une des ambassadrices de l'EYC2013.

Comme l'a souligné Judit: *«en tant qu'ambassadrice de l'EYC2013, j'aimerais aider un plus grand nombre de personnes à se rendre compte que la coopération ne peut pas se limiter au niveau de l'État membre. Tous les résidents de l'Union doivent prendre conscience qu'ils ont la possibilité d'apprendre à connaître des personnes d'autres pays et de partager avec elles leurs points de vue et leurs avis sur des questions qui les concernent. En tant que joueuse d'échecs, en tant que hongroise et européenne, je m'efforce de contribuer au développement de l'Union européenne dans le domaine du sport, de l'éducation et de la culture».*

2.2. Promouvoir un dialogue

2.2.1. Se rapprocher du grand public: les dialogues citoyens

Entre septembre 2012 et mars 2014, la Commission a tenu 51 dialogues avec les citoyens dans tous les États membres, avec un budget total (distinct du budget de l'EYC2013) de 3,56 millions d'euros. Le Président et la plupart des membres du Collège y ont été associés.

La Commission a développé et expérimenté les dialogues citoyens comme un nouvel instrument de communication politique directe avec le grand public. Conçus sur le modèle de réunion de type participatif où un commissaire, assisté d'un membre du Parlement européen ou d'un élu national ou régional, écoute les citoyens et débat avec eux des questions relatives à l'UE, les dialogues devaient permettre aux citoyens européens de reprendre confiance dans leurs décideurs politiques et dans la gouvernance européenne. Ils ont aidé à mettre un visage sur l'Europe et ont offert aux citoyens la possibilité d'exprimer leurs opinions et d'obtenir des informations concrètes.

Les dialogues citoyens ont réuni en moyenne plus de 300 personnes par événement. Fin mars 2014, quelque 17 000 personnes avaient participé physiquement à ces événements, tandis que 105 000 autres les avaient suivis en direct sur Internet ou via les médias sociaux. Des suppléments de presse, publiés dans les journaux régionaux la semaine où se tenait chaque dialogue, ont touché près de 43 millions d'Européens par la presse papier et 51 millions par la presse en ligne. En moyenne, 39 articles médias (émissions de télévision en direct, messages télévisuels, messages radio et articles dans la presse écrite et la presse en ligne) ont été publiés pour chaque événement. Tous les dialogues ont été diffusés en direct sur Internet et documentés sur le site web d'information central (<http://ec.europa.eu/debate-future-europe>).

À la fin de la série, le Collège a adopté un rapport²⁴ sur les principaux enseignements à tirer de l'exercice.

Rompre la glace: les dialogues citoyens

Le 27 mars 2014, la Commission a clôturé la première série des 50 dialogues citoyens par un débat paneuropéen organisé à Bruxelles. Cet événement a regroupé 150 citoyens de toute l'Europe conviés à discuter de leurs expériences concrètes en tant qu'Européens et à faire part de leurs préoccupations et aspirations pour l'avenir de l'Europe et leur futur en tant que citoyens européens.

L'une d'eux, une jeune Polonaise, appelée Kamila, résumant les nombreuses discussions concernant l'Europe qu'elle avait eues avec des camarades de classe, s'est entretenue avec passion avec le Président de la Commission Barroso durant le dialogue: *«Il est important que les jeunes sachent qu'ils sont citoyens de l'UE et qu'ils se rendent compte des possibilités qui s'offrent à eux. L'UE doit faire partie du programme scolaire dans les 28 États membres».*

2.2.2. Mobiliser la société civile organisée

Les dialogues citoyens visaient à toucher les citoyens en tant qu'individus, mais, parallèlement les organisations membres d'EYCA, les réseaux européens et leurs alliances/initiatives nationales dans 23 États membres²⁵, ont joué un rôle essentiel pour associer également les groupes organisés de la société civile de l'UE aux activités de l'EYC2013.

Les alliances nationales d'EYCA ont participé activement depuis le début, travaillant avec les points de contact nationaux, les services des institutions de l'UE et les agences partenaires du principal fournisseur de services de communication à l'élaboration de plans communs d'action pour mettre en œuvre l'EYC2013.

²⁴ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au comité économique et social et au Comité des régions – *Les dialogues citoyens, contribution à l'avènement d'un espace public européen*, COM(2014) 173 final, 24 mars 2014.

²⁵ Il n'y avait pas d'alliance/initiative nationale d'EYCA en Autriche, Estonie, Grèce, Irlande et Suède.

**Mobiliser aux niveaux national, régional et local:
exemples de quelques alliances nationales d'EYCA**

La caractéristique distinctive d'EYCA a été la façon dont elle est parvenue à associer et mobiliser ses alliances nationales dans la plupart des États membres et le degré de créativité de celles-ci. L'alliance nationale du Royaume-Uni, l'un des deux États membres à n'avoir pas de point de contact, a préféré travailler en collaboration avec les Représentations de la Commission et les Bureaux d'information du Parlement européen de Londres, Glasgow et Cardiff. Ensemble, ils ont organisé une série de séminaires afin d'examiner des thèmes tels que l'inclusion sociale, le bénévolat et les outils de participation active des citoyens.

L'alliance nationale bulgare a travaillé avec les bureaux des institutions de l'UE afin de lancer un concours qui s'est concrétisé par l'organisation du camp «*Nous sommes des citoyens de l'Europe*»²⁶, offrant aux étudiants de l'ensemble du pays la chance de présenter leurs projets sur la façon de mieux s'engager dans la vie politique de l'UE et de découvrir les possibilités de financement disponibles.

EYCA et le Forum civique européen ont publié un document de douze pages en anglais et en français consacré à l'EYC2013 et à la nécessité d'un solide effort de communication. Des publications ou des rubriques similaires ont été produites par d'autres membres d'EYCA afin de sensibiliser à l'EYC2013, d'approcher les personnes et de les encourager à participer dans le cadre de discussions concrètes sur la politique de la citoyenneté de l'Union.

L'adhésion de la Croatie à l'Union européenne a offert à EYCA une excellente occasion d'organiser, à Zagreb le 8 juillet, une conférence au niveau de l'UE, intitulée «*Regards croisés sur la citoyenneté de l'Union européenne*», qui a permis aux organisations de la société civile des Balkans occidentaux de s'informer sur l'état de la réflexion sur la citoyenneté en Europe. L'événement a réuni plus de 150 participants, assurant un bon équilibre entre représentants des Balkans et des autres pays européens. Les nombreux journalistes présents ont suivi les discussions de près. L'événement a abordé les principaux thèmes de l'EYC2013 et a débouché sur la formulation de recommandations qui sont venues enrichir, par la suite, les recommandations politiques générales d'EYCA (voir ci-dessous).

Dans le courant de l'Année européenne, EYCA et ses membres européens et nationaux ont pris part à un débat à l'échelle de l'UE sur la politique de la citoyenneté (droits, obstacles, solutions, etc. associés à la citoyenneté de l'UE) dans le droit fil des objectifs de l'EYC2013.

Trois groupes de travail, comptant 100 personnes issues de 80 organisations de la société civile du niveau national et du niveau européen et représentant la plupart des États membres, ont été organisés et se sont concentrés sur les thèmes suivants:

1. la citoyenneté participative et le dialogue civil;
2. la citoyenneté économique, sociale et politique: un ensemble cohérent; et
3. une citoyenneté inclusive pour tous les résidents de l'UE.

²⁶ <http://ey2013-alliance.eu/events/youth-camp-we-are-citizens-of-europe-koprivshitsa-bulgaria/>

Ce travail exigeant et inclusif s'est clôturé par la rédaction d'une série de 98 recommandations politiques adressées aux institutions de l'UE, aux autorités nationales et aux organisations de la société civile elle-même: «*L'enjeu, c'est Nous. L'enjeu, c'est l'Europe! Vers une citoyenneté européenne démocratique*»²⁷.

**Recommandations politiques d'EYCA:
le point de vue de la société civile organisée**

L'un des principaux objectifs poursuivi par le vaste réseau transsectoriel et transnational d'EYCA, lors de l'élaboration de ses recommandations politiques, était de faire en sorte que la citoyenneté active soit comprise comme un thème transversal durable dans la politique publique européenne.

Dans ses recommandations, EYCA défend le point de vue que la citoyenneté européenne ne saurait se limiter à une approche individuelle fondée sur les droits, mais devrait avoir une solide dimension axée sur les valeurs, de façon à promouvoir le sens d'appartenance des Européens à un projet européen commun.

Les recommandations complètent et renforcent celles qui ont été énoncées dans le *rapport 2013 sur la citoyenneté européenne* de la Commission et se fondent plus spécifiquement sur deux axes complémentaires visant à renforcer:

- (1) l'appropriation du projet européen par les citoyens et
- (2) le cadre de participation au processus de prise de décision européen.

3. ŒUVRER VERS UN HÉRITAGE DURABLE D'ÉLABORATION DE POLITIQUE

3.1. Les conférences de l'EYC2013 au niveau de l'UE

À l'instar des précédentes Années européennes, les événements d'ouverture et de clôture ont été organisés par les deux États membres assumant la présidence de l'UE durant l'année, en l'occurrence l'Irlande et la Lituanie.

Le Président Barroso, le *Taoiseach*, Enda Kenny, et le *Tánaiste*, Eamon Gilmore, ont lancé officiellement l'Année européenne à l'hôtel de ville de Dublin, le 10 janvier 2013. Immédiatement suivie, au même endroit, par le premier dialogue citoyens auquel la vice-présidente de la Commission, Viviane Reding, et la ministre d'État irlandaise aux affaires européennes, Lucinda Creighton, ont participé.

L'événement de clôture s'est tenu au parlement lituanien (*Seimas*) à Vilnius, les 12 et 13 décembre 2013. Lors de la cérémonie inaugurale, la vice-présidente Reding, le premier ministre lituanien Algirdas Butkevičius, la porte-parole du *Seimas*, Loreta Graužinienė, et la médiatrice européenne, Emily O'Reilly, ont prononcé des discours liminaires. Les recommandations politiques d'EYCA (voir ci-dessus) y ont été remises officiellement à M^{me} Reding, qui participa à nouveau à un dialogue citoyens, le dernier de l'année, à l'hôtel de ville de Vilnius.

²⁷ <http://ey2013-alliance.eu/itsabouteuropeitsaboutus/>.

3.2. Principaux documents de l'EYC2013

Les Années européennes ont généralement pour but d'être:

- (1) une campagne de sensibilisation européenne sur un sujet donné; et
- (2) un catalyseur pour l'élaboration de politiques dans ce domaine.

L'EYC2013 n'a pas fait exception à cette règle. En ce qui concerne l'élaboration de politiques, ses principaux résultats ont été les suivants:

- *Les Européens ont leur mot à dire*: rapport d'analyse de la consultation publique «*Citoyens de l'UE: vos droits, votre avenir*»²⁸ que la Commission a organisée du 9 mai au 27 septembre 2012 sur la citoyenneté européenne et à laquelle ont répondu près de 12 000 personnes et organisations, ce qui en fait la plus grande consultation publique de la Commission à ce jour;
- le rapport 2013 sur la citoyenneté européenne «*Citoyens de l'UE: vos droits, votre avenir*»²⁹, un document clé que la Commission a adopté le 8 mai 2013 dans lequel douze actions ont été proposées pour éliminer les obstacles qui empêchent les citoyens de l'UE de jouir de leurs droits, allant de la levée des obstacles rencontrés par les travailleurs, les étudiants et les stagiaires de l'UE à la réduction de la bureaucratie dans les États membres et à la promotion de la participation des citoyens de l'UE dans la vie démocratique de l'Union;
- le rapport de la Commission sur les dialogues citoyens: «*Les dialogues citoyens, contribution à l'avènement d'un espace public européen*»³⁰: perspectives et enseignements tirés de la série de débats participatifs organisés dans l'UE entre septembre 2012 et la fin mars 2014; et
- en décembre 2013 (durant la présidence lituanienne), une série de conclusions du Conseil³¹ soutenant le rapport 2013 sur la citoyenneté européenne et appelant à la mise en œuvre de ses recommandations.

4. SUIVI DE L'EYC2013

4.1. Extension des activités en 2014

Vu qu'il s'agissait d'une année d'élections européennes et de transition institutionnelle, la Commission a estimé qu'il était approprié d'étendre l'action de l'EYC2013 en 2014, une grande partie de l'action continuant d'être pertinente pour la participation à la démocratie et la participation inclusive à la formulation des politiques de l'UE. Aucune ressource spécifique n'a été réservée pour les activités à exécuter en 2014.

²⁸ http://ec.europa.eu/justice/citizen/files/report_eucitizenship_consultation_fr.pdf.

²⁹ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Rapport 2013 sur la citoyenneté de l'Union – Citoyens de l'Union: vos droits, votre avenir – COM(2013) 269 final, 8.5.2013.
http://ec.europa.eu/justice/citizen/files/2013eucitizenshipreport_fr.pdf.

³⁰ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Les dialogues citoyens, contribution à l'avènement d'un espace public européen – COM(2014) 173 final du 24.3.2014.

³¹ http://ec.europa.eu/debate-future-europe/citizens-dialogues/belgium/brussels3/dialogue_fr.pdf.
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/jha/139959.pdf.

Deux événements à l'échelle de l'UE ont ainsi été organisés en étroite coopération entre EYCA, le CESE et la Commission:

- *Regagner ensemble le projet européen*: une table ronde tenue le 20 février 2014; et
- *Au-delà des agendas et des manifestes: Quelle Europe voulons-nous?*: une journée de la société civile le 18 mars 2014.

Lors des deux événements, qui se sont tenus dans les locaux du CESE à Bruxelles, les recommandations politiques d'EYCA ont servi de point de départ à divers débats auxquels ont participé des représentants de la Commission, du Parlement européen et du CESE.

4.2. Créer un véritable espace public européen

En tant qu'outil conçu pour permettre aux citoyens de parler en leur propre nom (plutôt que de passer par des représentants de groupes d'intérêt spécifiques) et d'exprimer leurs propres préoccupations, craintes, espoirs et attentes en s'adressant directement aux décideurs politiques de haut niveau, les dialogues citoyens ont contribué de manière tangible à la création d'un espace public européen dans lequel les politiques européennes peuvent être débattues. Allant au-delà de la simple session de questions et réponses, l'expérience, en particulier celle du dialogue citoyens paneuropéen qui a clôturé la première série le 27 mars 2014, a démontré que les dialogues ont un grand potentiel pour recueillir des idées et compléter des discussions qui pour le moment sont soit limitées à un petit nombre d'organisations de parties prenantes, soit ont lieu en dehors de la scène institutionnelle.

Parallèlement, la coopération étroite des organisations et réseaux membres d'EYCA, au niveau tant de l'UE que national, a eu pour effet que des citoyens organisés de la société civile, provenant de tous les coins de l'Union, ont également pu aborder les questions de l'EYC2013 et contribuer au développement de la politique de l'UE dans le domaine de la citoyenneté et de la démocratie.

L'EYC2013 et sa poursuite en 2014 ont constitué une excellente occasion pour réfléchir à la façon de regrouper ces canaux de communication – jusque-là distincts – et de mettre en place un véritable «espace public européen». Les résultats des élections européennes ont souligné la nécessité de promouvoir la participation et l'implication des citoyens dans les processus d'intégration de l'Union, qu'ils soient organisés en société civile ou qu'ils agissent individuellement. La Commission entend saisir les occasions de développer un espace public pour le débat, la discussion et l'échange sur les questions européennes dans une perspective européenne, avec les organisations de citoyens et le grand public.

4.3. Conclusions

La Commission se félicite des conclusions des évaluateurs externes³² en ce qui concerne la *pertinence* de l'éventail d'activités choisies pour l'EYC2013 et apprécie

³² Les conclusions et recommandations détaillées sont disponibles à l'adresse:
http://europa.eu/citizens-2013/sites/default/files/content/document/EYC2013%20evaluation%20final%20report%202014_07_25.pdf.

qu'ils reconnaissent que celles-ci ont couvert l'ensemble des objectifs de l'Année européenne sans lacunes majeures ni chevauchements. Ils ont également constaté que l'ampleur de son thème était telle qu'une large palette d'acteurs et multiplicateurs pertinents a pu s'y associer, contribuant ainsi à diffuser le message de l'EYC2013. Ils ont considéré que les activités de communication avaient traité les besoins des groupes cibles.

La Commission prend note des conclusions (interconnectées) relatives à l'*efficacité* et l'*efficience*, à savoir que l'adoption tardive de la décision a rendu difficile aux partenaires potentiels de se mobiliser à temps pour contribuer aux activités, en particulier au niveau national; et que les ressources financières mises à disposition ne répondaient pas à l'ambition d'informer tous les citoyens de leurs droits. Les évaluateurs estiment toutefois que les activités et les événements participatifs se sont révélés plus efficaces que l'information fournie via les médias de masse. Ils ont en outre souligné la mobilisation considérable des acteurs (voir ci-dessus) qui ont contribué avec leurs ressources humaines et financières et/ou ont participé bénévolement, précisant toutefois que l'efficience ne fut pas uniforme dans toutes les catégories d'activité.

La Commission partage également les conclusions des évaluateurs en ce qui concerne la *durabilité* des activités de l'EYC2013. D'une part, il est peu probable que les effets de la campagne d'information et de communication à l'échelle de l'UE se prolongent, compte tenu du budget limité, ce qui diminue la durabilité globale de l'initiative. D'autre part, les formes participatives de communication qui ont été encouragées ne sont, du fait de leur focalisation sur les besoins des citoyens, susceptibles d'avoir une influence durable sur les parties prenantes associées que dans la mesure où il sera satisfait aux attentes de suivi qu'elles ont créées. Sinon, il n'est pas exclu que certaines d'entre elles soient moins enclines à participer à l'avenir.

En ce qui concerne l'*impact* sur la prise de conscience globale, par les citoyens européens, de leurs droits et sur leur capacité à s'engager dans le processus d'intégration européenne, l'EYC2013 ne peut être perçue que comme une contribution spécifique aux efforts généraux déployés par la Commission au travers de sa stratégie globale de communication et des programmes et politiques de proximité de l'UE.

L'EYC2013 a été conçue en tant que campagne à l'échelle de l'UE dans le but de sensibiliser les citoyens de l'Union à leurs droits et de promouvoir le développement des politiques dans le domaine de la citoyenneté de l'UE, en particulier en ce qui concerne la création d'un véritable espace public européen. Ce dernier point a gagné en importance au fur et à mesure que l'Année européenne avançait, notamment suite à la prolongation des activités de l'EYC2013 en 2014, dans la perspective des élections européennes. Le budget modeste a limité la portée et l'impact de la campagne de communication, mais cette limitation a été atténuée efficacement par la créativité, l'engagement, les efforts de bénévolat et la motivation de tous les acteurs européens et nationaux, au rang desquels figuraient EYCA et ses membres de la société civile organisée, qui ont généré de solides réseaux aux actions durables qui aideront à promouvoir le développement d'un véritable espace public européen.

Tous ces efforts et activités combinés ont contribué à faire de l'EYC2013 «une année *pour, par et avec* les citoyens», organisés (via EYCA) ou non organisés (via les dialogues citoyens).

Évaluation externe de l'EYC2013: défis pour les futures Années européennes

- ✓ Afin d'atteindre un grand public et ciblant également les 28 États membres, une campagne d'information demanderait un «*billet d'entrée*» d'au minimum plusieurs millions d'euros, rien que pour des placements médias, par exemple. Elle devrait aussi véhiculer des messages affûtés et originaux, afin d'attirer l'attention des citoyens et d'avoir potentiellement un impact.
- ✓ En cas de ressources limitées, la priorité devrait être de déployer une campagne de communication qui soutienne des événements. Ceux-ci devenant, dans ce cas, les principaux piliers de la diffusion d'information, tandis que la campagne deviendrait un outil servant principalement à y inviter des participants et à attirer l'attention des médias de façon à garantir une plus grande diffusion.
- ✓ Tenter de mettre en œuvre une campagne traditionnelle et une communication basée sur des événements avec un budget limité est inefficace. La stratégie de communication devrait être décidée à un stade de conception précoce.

Annexe: L'Année européenne des citoyens 2013 en un coup d'œil.